

SNCF. Décidément, Macron n'aime pas le train...

Fermetures de lignes, ouverture à la concurrence du transport de voyageurs, transformation du statut de la SNCF... le rapport Spinetta sur « la refonte du système ferroviaire » risque de faire rentrer le rail dans un engrenage fatal. La CGT appelle les cheminots à manifester le 22 mars.

Pour Emmanuel Macron, l'avenir du rail, c'est la route. Maintes fois reporté, le rapport Spinetta a été publié le 15 février. Et, oh que le hasard fait bien les choses ! Il propose, comme l'a fait remarquer Mediapart, de faire justement ce qu'Emmanuel Macron a toujours voulu faire : « démanteler la SNCF ». Fermetures de lignes, ouverture à la concurrence du transport de voyageurs, transformation de la SNCF en société anonyme, suppression massive d'emplois et extinction programmée du statut des cheminots sont au menu des 43 recommandations de Jean-Cyril Spinetta, qui fut déjà l'artisan de la privatisation d'Air France.

AU MOINS 4 000 KM MENACÉS

Si elles sont mises en œuvre, ces mesures entraîneront à terme une quasi-disparition du transport ferroviaire. Entre 4 000 et 9 000 kilomètres de lignes sont directement menacés. Au motif qu'elles ne transportent que « 2 % des voyageurs » et qu'elles coûtent

Le rapport recommande la suppression de 5 000 postes et la fin du statut de cheminot pour les nouveaux recrutements.



FRED DUFOUR / AFP

grandes. Autrement dit, les fermetures menacent de déstabiliser économiquement le réseau ferroviaire en le plongeant dans un cercle vicieux. En réduisant la fréquentation des lignes restantes, elles risquent de remettre en cause leur rentabilité, donc de générer de nouvelles fermetures. À terme, le réseau ferroviaire pourrait être

merciaux (Epic) en sociétés anonymes, et l'ouverture à la concurrence. Premier pas vers une privatisation, le statut de société anonyme interdira tout soutien de l'État et aggravera la course aux dividendes dans laquelle la SNCF est déjà plongée au détriment de l'emploi et de la qualité de service. L'ouverture à la concurrence du transport de voyageurs, comme celle du fret ferroviaire l'a démontré, va provoquer un repli sur les lignes susceptibles de dégager du profit et condamner les autres.

Du côté de l'emploi, le rapport suggère de poursuivre, en l'aggravant, la politique de suppressions d'emplois (encore 2 050 au budget 2018) par le biais d'un « plan de départs volontaires » de 5 000 postes. Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, en cas de perte par la SNCF de l'exploitation d'une ligne au profit d'une autre entreprise, Jean-Cyril Spinetta recommande de transférer les cheminots à ce nouvel opérateur. Il propose

aussi de mettre fin aux recrutements sous le statut de cheminot, qui fixe les règles en matière de rémunération, d'avancement ou encore de congés payés des agents de la SNCF, en contrepartie des contraintes du métier (horaires décalés, découchages...). La concurrence dans le rail rimerait donc avec dumping social.

Du côté des cheminots, l'heure est à la mobilisation, pour la CGT. Le principal syndicat, que la neige et le verglas avaient contraint de reporter la manifestation nationale du 8 février, a annoncé que celle-ci aura lieu le 22 mars – journée de mobilisation dans la fonction publique, à l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC et FA-FP). Les fédérations SUD rail, Unsa et CFDT n'ont pas encore appelé à la mobilisation, mais ont toutes fermement critiqué le rapport Spinetta. ★

PIERRE-HENRI LAB
phlab@humadimanche.fr

À terme, si ces mesures sont mises en œuvre, cela entraînera une quasi-disparition du transport ferroviaire.

1,7 milliard d'euros », soit 16 % des fonds publics consacrés chaque année au ferroviaire, le rapport préconise un audit pour déterminer les lignes à fermer. L'économie ainsi réalisable serait de « 1,2 milliard d'euros ». On peut sérieusement en douter. De la même manière que les petites rivières font les grands fleuves, les petites lignes alimentent les

limité aux lignes à grande vitesse et à celles périurbaines.

LA PRIVATISATION EN MARCHÉ

Cette logique mortifère pourrait être aggravée par deux autres mesures : la transformation de SNCF Mobilités, qui fait circuler les trains, et de SNCF Réseau, qui gère l'infrastructure, d'établissements publics industriels et com-